

Centrafrique : premiers retours de soldats français à partir du 15 septembre 2014. Et après ?

AFP 6 juin 2014 à 12:45

Lancée début décembre dernier, l'opération Sangaris sera petit à petit relayée par une mission de l'ONU.

Le général Francisco Soriano, commandant de l'opération française en Centrafrique Sangaris, a indiqué vendredi que le retour de ses soldats commencerait à partir du 15 septembre, avec le relais de la mission de l'ONU.

Interrogé par Europe 1 sur la fin prévisible de Sangaris, lancée le 5 décembre 2013 par le président François Hollande comme une opération *«brève, qui n'a pas vocation à durer»*, le général a répondu, en évoquant la future mission de maintien de la paix des Nations unies: *«Nous resterons jusqu'à ce que cette opération soit pleinement opérationnelle». «C'est à partir du 15 septembre qu'elle prendra sa capacité opérationnelle. Eh bien nous, nous l'accompagnerons jusqu'à ce qu'elle ait atteint sa pleine capacités, ce qui devrait se faire d'ici la fin de l'année»*, selon lui.

Les premiers retours de soldats de Sangaris pourraient donc intervenir à partir du 15 septembre ? *«C'est exactement ça»*, a répondu le général Soriano. Interrogé sur les troubles qui persistent en dépit de la présence française, il a observé : *«Aujourd'hui, la population musulmane, notamment dans Bangui», «souffre, c'est une réalité, elle a besoin de sécurité»*.

«Il faut reconnaître que les milices anti-balaka exercent une véritable pressions sur les populations musulmanes», a-t-il dit, relancé sur d'éventuels risques d'épuration ethnique. Mais pour lui *«la situation est en train de s'améliorer»*. Il en veut pour preuve des retours de musulmans *«qui s'étaient réfugiés au Cameroun»*.

«Il ne faut pas oublier que la Centrafrique, c'est un pays qui a connu vingt années de crise», a relevé l'officier. *«Nous ne réfutons pas les problèmes, les difficultés, qui sont encore importants, mais on ne peut occulter tout le travail qui a été fait par la force Sangaris»*.

Centrafrique : six mois d'intervention française en six questions

Le Monde.fr - 06.06.2014 à 17h50 - Par Cyril Bensimon (Bangui, envoyé spécial)



Des militaires français de la force Sangaris, le 30 mai 2014, à Bangui. | AFP/MARCO LONGARI

C'était il y a six mois. Le 5 décembre 2013, François Hollande annonçait le déclenchement en urgence de l'opération Sangaris. Une nouvelle intervention militaire française en terre africaine un an après le Mali, une de plus en Centrafrique. Bangui était alors à feu et à sang. Le matin même, des groupes d'insurgés, les anti-balaka, avaient lancé un assaut sur la capitale. Après avoir repoussé leurs ennemis, les ex-rebelles de la Séléka, alors au pouvoir, imposaient une campagne de représailles à la population. Un carnage.

- **D'où vient le nom « Sangaris » ?**

En choisissant le nom d'un lépidoptère local, le sangaris, les stratèges militaires avaient vraisemblablement à l'esprit que cette opération entraînerait un effet papillon. Une réaction en chaîne s'est bien produite, mais pas exactement celle escomptée. En portant ses premiers coups sur la Séléka, dont les combattants et les cadres sont majoritairement de confession islamique, l'intervention française a inversé le rapport de forces et n'a pu empêcher la vague de vengeances qui s'est abattue sur la minorité civile musulmane. « *Nous n'avions pas mesuré le pouvoir de nuisance des anti-balaka, ni anticipé le niveau de haine d'une bonne partie de la population* », reconnaît une source officielle à Paris.

- **Que font les militaires étrangers ?**

L'action des forces internationales – 2 000 soldats français et 6 000 africains – a permis de mettre un terme aux massacres de grande ampleur mais la RCA, en crise profonde depuis deux décennies, est encore loin d'avoir retrouvé la stabilité. En nombre insuffisant pour un territoire grand comme la France et la Belgique réunies, les militaires étrangers sont les pompiers d'incendies qui s'allument encore en différents points du pays. La situation humanitaire demeure catastrophique. L'ancienne puissance coloniale attend désormais avec impatience le déploiement d'une opération de maintien de la paix, prévue pour la mi-septembre, pour se désengager progressivement du terrain. Cependant, à Paris comme à Bangui, l'espoir d'une opération brève, « *qui n'a pas vocation à durer* » selon François Hollande, s'est envolé.

- **La Centrafrique est-elle divisée ?**

Aujourd'hui, la géographie centrafricaine a été entièrement recomposée. Quelques milliers de musulmans subsistent, sous protection des forces africaines ou françaises, dans des enclaves de l'ouest du pays et de Bangui, les autres se sont réfugiés au Cameroun, au Tchad ou dans le nord-est de la RCA, où se sont repliés la majorité des miliciens de la Séléka. « *La Centrafrique est une et indivisible* », répètent jusqu'à satiété les autorités et toute la classe politique locale. Dans les faits, le pays est aujourd'hui morcelé, avec de multiples lignes de fracture. Le reflux des musulmans dans l'est a provoqué *de facto* une césure du territoire, une partie « sous contrôle » des ex rebelles, l'autre où essaient différentes factions anti-balaka et de petits groupes armés. Toutes les mouvances sont traversées par des divisions politiques, des logiques mafieuses et des querelles de pouvoir. La France tente d'appuyer les personnalités les plus modérées de chaque camp, les Séléka qui refusent l'idée d'une partition et les anti-balaka qui prônent l'arrêt des violences, mais leur influence sur le terrain est contestée.



Des troupes françaises engagées en République centrafricaine dans l'opération Sangaris le 18 février ici à Bangui, la capitale. | AFP/FRED DUFOUR

- **Que font les responsables politiques centrafricains ?**

L'atonie politique des autorités est également devenue un sujet majeur de préoccupation. Installée au pouvoir le 20 janvier après la démission forcée de Michel Djotodia, la présidente de transition

Catherine Samba-Panza, ainsi que son gouvernement, peut à juste titre se plaindre de la lenteur d'arrivée des fonds promis par la communauté internationale mais son incapacité à engager un réel processus de réconciliation suscite l'exaspération croissante de nombre d'acteurs extérieurs. L'exécutif centrafricain est une mosaïque où cohabitent fort mal les différentes tendances qui le composent. Alors que les principales personnalités politiques du pays se réservent pour la future élection présidentielle et sont maintenues hors du cercle de décision, l'annonce d'un remaniement ministériel qui tarde à se réaliser a généré de nouvelles tensions à Bangui.

- **Que font les voisins régionaux ?**

Le Congo et le Tchad, les deux parrains régionaux qui n'avaient pas « voté » pour M^{me} Samba-Panza lors de son élection à la tête de la transition, maintiennent la pression sur les autorités, mais selon plusieurs sources diplomatiques, Brazzaville se montre de plus en plus las alors que N'Djamena n'a pas encore digéré l'humiliation subie par ses soldats, ses ressortissants et les descendants de familles tchadiennes, tous sortis de RCA à la hâte.

- **La mission va-t-elle se prolonger?**

Dans ce contexte toujours troublé, la perspective de l'organisation d'élections en février 2015 devient chaque jour un peu plus incertaine. Même avec des effectifs plus réduits, la mission des soldats français, qui ne devait initialement durer que six mois, risque fort d'être prolongée.

Comme l'a expliqué le général Francisco Soriano à Europe 1 vendredi 6 juin :

Il faut bien mesurer que, quand nous nous sommes déployés en décembre dans l'urgence, il fallait faire cesser exactions et tueries. Ce qui a été fait mais, pour autant, il reste bien évidemment encore à faire. On ne pourra arriver à une sécurité améliorée qu'à partir du moment où les trois piliers – politiques, économiques et judiciaires – pourront prendre le relais. Bientôt, puisque ça a été voté par les Nations unies, une opération de maintien de la paix prendra le relais dans un temps un peu plus long, avec d'autres possibilités que ce que la force Sangaris et l'Union africaine produisent aujourd'hui...

L'opération de maintien de la paix se déclenche le 15 septembre. C'est à partir du 15 septembre qu'elle prendra sa capacité opérationnelle : nous l'accompagnerons jusqu'à ce qu'elle ait atteint sa pleine capacité opérationnelle, ce qui devrait être effectif d'ici la fin de l'année.

Cyril Bensimon (Bangui, envoyé spécial), Journaliste au Monde